



Nations Unies

ICCD/CRIC(13)/2



Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale
12 janvier 2015
Français
Original: anglais

Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

Treizième session

Bonn, 25-27 mars 2015

Point 2 a) de l'ordre du jour provisoire

Évaluation de la mise en œuvre de la Convention:

Plaidoyer, sensibilisation et éducation

Évaluation de la mise en œuvre de la Convention: Plaidoyer, sensibilisation et éducation

Note du secrétariat

Résumé

On trouvera dans le présent document une synthèse et une première analyse des informations communiquées par les pays parties et d'autres entités pour la période de notification 2012-2013 au sujet de l'objectif opérationnel 1 du plan-cadre stratégique décennal visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention (2008-2018): plaidoyer, sensibilisation et éducation. Il analyse les trois indicateurs de résultats pertinents selon une perspective mondiale et régionale et expose les tendances observées en vue d'atteindre les objectifs fixés pour ces indicateurs. L'annexe contient des informations statistiques plus détaillées au niveau sous-régional.

Le document présente certaines conclusions quant à l'état d'avancement des activités en rapport avec le plaidoyer, la sensibilisation et l'éducation aux fins d'examen par le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention, ainsi que des recommandations concernant la nécessité d'adapter, de rationaliser et de renforcer les mesures visant à atteindre cet objectif.

GE.15-00389 (F) 120215 130215



* 1 5 0 0 3 8 9 *

Merci de recycler



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–3	3
II. Indicateur de résultats CONS-O-1: Nombre et importance des activités d'information organisées au sujet de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse (DDTS) et/ou des synergies entre la DDTS, les changements climatiques et la biodiversité.....	4–26	3
A. Analyse au plan mondial.....	5–20	4
B. Analyse au plan régional.....	21–26	7
III. Indicateur de résultats CONS-O-3: Nombre d'organisations de la société civile et d'institutions scientifiques et technologiques participant aux processus liés à la Convention	27–43	8
A. Analyse au plan mondial.....	28–37	8
B. Analyse au plan régional.....	38–43	10
IV. Indicateur de résultats CONS-O-4: Nombre et type d'initiatives liées à la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse prises par des organisations de la société civile et des institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation	44–67	12
A. Analyse au plan mondial.....	45–57	12
B. Analyse au plan régional.....	58–67	15
V. Conclusions	68–72	16
VI. Recommandations	73	17
Annexe		
Tables and figures relating to the performance indicators under operational objective 1		18

I. Introduction

1. On trouvera dans le présent document une synthèse et une première analyse des informations communiquées par les Parties et les observateurs au sujet de l'objectif opérationnel 1 (001) du plan-cadre stratégique décennal visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention (2008-2018) (la Stratégie): plaidoyer, sensibilisation et éducation¹.

2. Les chapitres II, III et IV ci-après traitent des trois indicateurs de résultats correspondant à cet objectif opérationnel. La première section de chaque chapitre expose la situation au plan mondial et établit un lien entre les informations présentées en 2014 et celles communiquées en 2010, fournissant ainsi une analyse de tendance à la lumière de l'objectif général à atteindre pour l'indicateur considéré². Cette analyse s'appuie sur les informations communiquées par les pays parties touchés et les pays parties développés.

3. Les conclusions générales sur l'état d'avancement des activités liées à l'objectif opérationnel 1 figurent à la fin du présent document. Des recommandations soumises pour examen au Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention ont été formulées au sujet de la nécessité d'adapter, de rationaliser et de renforcer les activités en vue de la réalisation des objectifs de la Stratégie. Le Comité souhaitera peut-être énoncer à l'intention des Parties et d'autres acteurs des orientations concrètes sur les mesures à prendre pour faciliter une mise en œuvre efficace de la Convention, ainsi que des recommandations adressées aux institutions relevant de la Convention concernant les priorités à inclure dans leur budget et leur programme de travail pour la période de programmation suivante, dont la Conférence des Parties sera saisie pour examen.

II. Indicateur de résultats CONS-O-1: Nombre et importance des activités d'information organisées au sujet de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse (DDTS) et/ou des synergies entre la DDTS, les changements climatiques et la biodiversité

4. L'indicateur mesure les résultats des stratégies de communication en rapport avec la Convention, s'agissant en particulier de savoir si cette communication est en rapport avec la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS) et/ou avec les synergies entre la DDTS, les changements climatiques et la biodiversité, et, si tel est le cas, si cette communication est efficace. Cette efficacité est évaluée sur la base d'une analyse des articles de presse publiés ou des émissions diffusées concernant les activités d'information, en partant du principe que plus les médias évoquent les questions de DDTS et leurs synergies, plus il est probable que les messages parviendront aux publics ciblés.

¹ Voir la décision 3/COP.8 dans le document ICCD/COP(8)/16/Add.1.

² L'analyse de tendance s'appuie sur un échantillon de rapports communiqués par les Parties en 2010 et en 2014. Cet échantillon peut être différent pour chaque indicateur selon que les Parties ont répondu ou non à une question particulière. La tendance mesure donc les progrès accomplis par rapport à la référence établie à l'aide des données communiquées pour la période biennale 2008-2009.

A. Analyse au plan mondial

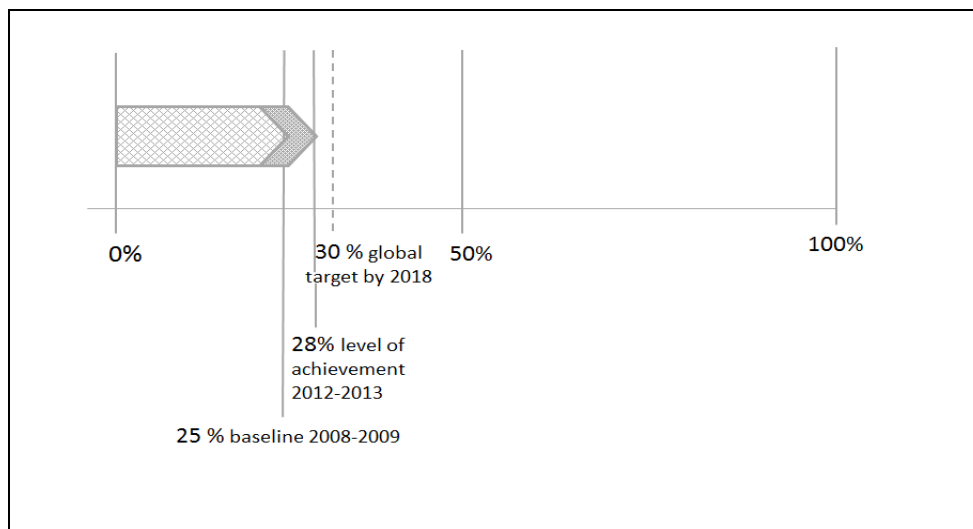
1. Degré de réalisation de l'objectif général: tendances et prévisions³

5. Un objectif général a été fixé pour cet indicateur, à savoir que 30 % de la population mondiale soient informés au sujet de la DDTS et des synergies entre la DDTS, les changements climatiques et la biodiversité à l'horizon 2018.

6. En 2008-2009, le degré de réalisation au regard de cet indicateur était de 25 % (référence).

Figure 1

Degré de réalisation de l'objectif général



7. Selon les informations communiquées par les pays parties touchés et les pays développés parties pendant le cycle de présentation des rapports de 2014, 28 % de la population mondiale avaient été informés, à la fin de 2013, sur la DDTS et/ou les synergies entre la DDTS, les changements climatiques et la biodiversité, ce qui correspondait à un accroissement global de 3 % par rapport à la référence de 2010. Sept Parties ont déclaré qu'au moins 70 % de leur population avaient été informés, ce qui correspond à 0,83 % de la population mondiale.

³ Comme pendant le cycle précédent de présentation des rapports concernant le CONS-O-1, les trois critères ci-après ont été pris en compte dans l'analyse des données rassemblées: a) nombre d'activités organisées par an n'excédant pas 3 650 (10 par jour); b) nombre moyen de participants par activité n'excédant pas 10 000; et c) pourcentage de la population prenant part à des activités d'information en l'espace d'un an n'excédant pas 50 %. Ces critères ayant été appliqués, des ensembles de données émanant de 41 pays ont été exclus de l'analyse (23 %). Même si les données étaient relativement cohérentes entre les années considérées de chaque cycle de présentation des rapports, on a relevé d'autres incohérences entre les cycles de présentation des rapports de 2010 et 2014, ce qui pourrait être dû à la diversité des méthodes employées. Ainsi, les données fournies par 46 autres pays ont été exclues des calculs pour l'analyse de tendance. On a également observé une irrégularité dans d'autres paramètres relatifs à cet indicateur (nombre communiqué d'articles de presse et de programmes de radio/télévision consacrés à l'activité d'information). De même, les critères ci-après ont été pris en compte: a) nombre de produits médiatiques par an n'excédant pas 3 650 (10 par jour); b) population ayant eu connaissance de ces produits médiatiques en l'espace d'un an n'excédant pas 50 %. Ces critères ayant été appliqués, 55 pays ont été exclus de l'analyse (31 %).

8. Dans les pays parties touchés, 28 % de la population dans son ensemble étaient informés en 2013. Le pourcentage indiqué de la population mondiale informée est très proche de l'objectif général mais, dans deux régions – la Méditerranée septentrionale et l'Europe centrale et orientale – et quatre sous-régions (dont trois en Amérique latine et dans les Caraïbes), le pourcentage de la population informée demeure en deçà de l'objectif fixé pour 2018.

9. Selon les informations communiquées par les pays développés parties, 37 % de leur population globale avaient déjà été informés à la fin de 2013. Comme un tiers seulement des pays développés parties qui ont présenté un rapport en 2014 ont répondu à cette question, aucun élément de preuve probant n'indique que l'objectif général a été atteint dans ce groupe de pays.

2. Objectifs nationaux volontaires

10. Dans la décision 16/COP.11, les pays parties touchés sont invités à fournir des informations sur des objectifs nationaux volontaires qui cadrent avec l'objectif général fixé par la Conférence des Parties, afin qu'il soit possible de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des priorités établies dans le programme d'action national. S'agissant de l'indicateur de résultats CONS-O-1, il a été demandé aux pays parties touchés d'indiquer le pourcentage de leur population nationale qu'ils s'efforçaient d'informer, ainsi que l'année correspondante.

11. Cent dix-neuf⁴ pays parties touchés ont répondu à la question relative au pourcentage de la population nationale informée au sujet de la DDTS et/ou de ses synergies avec les changements climatiques et la biodiversité s'il s'agissait d'un objectif national volontaire. Il ressort de la comparaison entre les objectifs nationaux volontaires communiqués et l'objectif général que 46 pays se sont fixé un objectif moins élevé que l'objectif général.

12. Vingt-cinq des 119 pays parties touchés (soit 21 %) ont déjà atteint leur objectif ; dans 17 cas, cependant, cet objectif était inférieur à l'objectif général.

13. Ces résultats montrent qu'il pourrait être difficile d'atteindre à l'horizon 2018 l'objectif général de 30 % de population informée au sujet de la DDTS malgré le pourcentage réalisé en 2014 (28,1 % de la population mondiale informée).

3. Activités d'information et leur impact sur les médias

14. Au cours de la période considérée (2012-2013), le nombre d'activités dans les pays parties touchés a augmenté de 22 %, et celui des participants à ces activités de 15 %. Cette augmentation du nombre à la fois d'activités et de participants est observée dans toutes les régions touchées. Il convient de noter que l'efficacité de ces activités et leur impact sur les médias se sont eux aussi constamment accrus⁵.

15. En moyenne, 56 activités par jour ont été organisées dans plus de 120 pays à travers le monde.

16. Plus de la moitié des pays développés parties qui ont présenté leur rapport ont répondu aux questions relatives au nombre d'activités d'information et à celui des participants. Dans les pays développés parties, le nombre d'activités d'information et celui des participants ont l'un et l'autre augmenté de 9 %. Toutefois, les produits médiatiques ont diminué de 39 % au cours du cycle biennal 2012-2013, et il en est allé de même du nombre de personnes touchées (80 %).

⁴ Soit 76 %.

⁵ Le nombre de produits médiatiques a également augmenté de 12 % et les populations informées des questions liées à la DDTS par le biais des médias de 33 %.

4. Stratégies nationales de communication

17. Cent soixante-quatorze pays parties touchés et pays développés parties ont répondu à la question relative à la stratégie nationale de communication. Ils n'étaient que 37 %⁶ à avoir mis en place une telle stratégie. Les relativement bons résultats au niveau mondial pour ce qui est des activités d'information, de leur impact sur les médias et le public ainsi que de la sensibilisation générale au niveau mondial à la DDTS ont été apparemment obtenus sans stratégie particulière de communication⁷. Il serait nécessaire de procéder à une analyse spécifique par pays pour évaluer l'efficacité des stratégies nationales de communication.

5. Appui à des activités d'information

18. Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a déclaré qu'il est difficile de suivre le nombre d'activités d'information organisées étant donné qu'elles l'étaient au cours de la mise en œuvre des projets par les agences et organismes d'exécution. Toutefois, comme indiqué, le secrétariat du FEM a participé à deux activités nationales et deux autres activités régionales au cours de ce cycle de présentation des rapports, sans compter une manifestation mondiale en 2013.

19. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a organisé deux manifestations en 2013, la Journée mondiale de l'environnement et la Journée internationale de la diversité biologique, au cours desquelles les questions liées à la DDTS ont été évoquées, et réalisé 15 produits médiatiques pour faire connaître ces manifestations. Selon estimation, 10 millions de personnes ont ainsi été touchées.

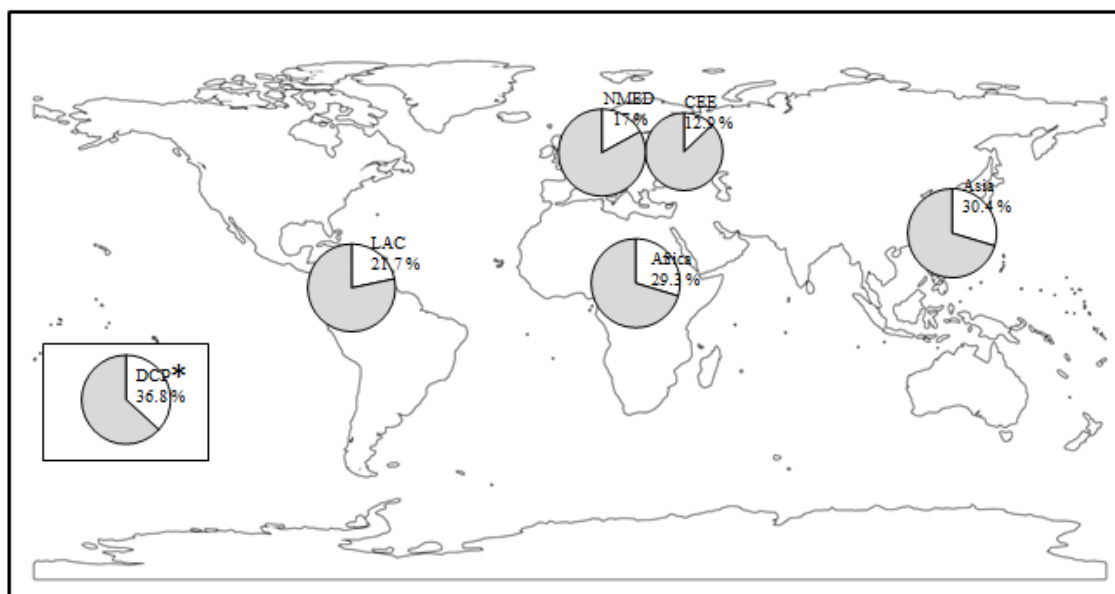
20. En 2012, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a organisé trois manifestations auxquelles 250 personnes ont participé, et en 2013 11 manifestations qui ont réuni 450 participants. En 2013, trois produits médiatiques ont été réalisés et ont touché environ un millier de personnes.

⁶ 65 pays.

⁷ 109 pays parties touchés et 18 pays développés parties ont déclaré qu'ils ne cherchaient pas à faire mieux connaître la DDTS par une stratégie nationale spécifique de communication sur les enjeux environnementaux.

B. Analyse au plan régional

Figure 2
Degré de réalisation par région



* Comme un tiers seulement des pays développés parties qui ont présenté un rapport en 2014 ont répondu à cette question, aucun élément de preuve probant n'indique que l'objectif général a été atteint dans ce groupe de pays.

21. Même si l'objectif est fixé au niveau mondial, il peut aussi être considéré comme un seuil indicatif aux niveaux régional, sous-régional et national⁸. Étant donné la taille de l'échantillon, les analyses de tendance doivent cependant être considérées avec prudence, en particulier au niveau sous-régional; l'état d'avancement des activités a été évalué sur la base des données communiquées en 2014, mais l'analyse de tendance n'a pris en compte que les données communiquées par les Parties qui ont fourni les informations pertinentes lors des cycles de présentation des rapports de 2010 et de 2014.

1. Afrique

22. L'Afrique a pratiquement atteint l'objectif (29,3 %), mais cette progression tient surtout aux pourcentages en rapport avec l'Afrique de l'Ouest (47,5 %) où deux Parties ont indiqué des chiffres remarquablement élevés (plus de 70 %). Dans les quatre autres sous-régions, l'objectif n'a pas été atteint. C'est en Afrique de l'Est que l'on observe le pourcentage le plus faible (12,9 %) de population informée de la DDTS et/ou de ses synergies avec les changements climatiques et la biodiversité. Toutefois, c'est dans cette même sous-région que l'on observe la tendance à la hausse la plus forte. L'Afrique centrale est la seule sous-région où l'on a constaté une tendance à la baisse.

⁸ Comme au cours des précédentes périodes de notification et d'examen, les chiffres des populations ont été tirés des publications de la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (<http://unstats.un.org/unsd/demographic/products/vitstats/serATab2.pdf>).

2. Asie

23. L'Asie maintient l'objectif qui a été atteint, à 30,4 %, mais dans trois des six sous-régions (Asie centrale, Asie du Sud et Asie occidentale) la proportion de la population informée de la DDTS et/ou des synergies avec les changements climatiques et la biodiversité est inférieure à 30 % (26,1, 28,8 et 22,6, respectivement) et, dans ces sous-régions, la part de la population informée a tendance à diminuer. La situation dans la région du Pacifique (32,4 %) devrait être considérée avec prudence car deux Parties ont indiqué un pourcentage élevé de population informée.

3. Amérique latine et Caraïbes

24. En Amérique latine et dans les Caraïbes, 21,7 % de la population sont informés de la DDTS; ce chiffre s'explique surtout par la situation en Méso-Amérique (38,4 %). Malgré la tendance régionale positive (la plus forte hausse observée dans le monde – plus de 18 %), deux sous-régions sont loin d'atteindre l'objectif (sous-région andine, 4,6 % et Caraïbes, 12,6 %). La sous-région andine est la seule dans laquelle on peut observer une tendance à la baisse.

4. Méditerranée septentrionale

25. Dix-sept pour cent de la population de cette région sont informés et une croissance de 5 % a été indiquée.

5. Europe centrale et orientale

26. En Europe centrale et orientale, près de 13 % de la population sont informés, ce qui dénote une augmentation de 6 % par rapport au dernier cycle de présentation des rapports.

III. Indicateur de résultats CONS-O-3: Nombre d'organisations de la société civile et d'institutions scientifiques et technologiques participant aux processus liés à la Convention

27. L'indicateur mesure le degré de participation des organisations de la société civile (OSC) et institutions scientifiques et technologiques aux programmes et projets liés à la DDTS. L'indicateur et l'objectif général qui lui est associé cherchent à déterminer si la participation active de ces acteurs dans les initiatives liées à la DDTS augmente avec le temps. Les entités soumettant des rapports peuvent compléter cette information en indiquant si elles prennent ou non des initiatives afin d'accroître la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques aux processus liés à la Convention.

A. Analyse au plan mondial

1. Degré de réalisation de l'objectif général; tendances et prévisions⁹

28. Un objectif général a été fixé pour cet indicateur, à savoir l'enregistrement d'une croissance régulière de la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques aux processus liés à la Convention au cours de la mise en œuvre de la Stratégie.

⁹ Pour ce qui est des indicateurs de résultats CONS-O-3 et CONS-O-4, la qualité des données n'a posé aucun problème majeur. Un pays a indiqué des chiffres élevés pour l'indicateur CONS-O-3 (plus de 35 fois supérieur à la moyenne) et un pays a fourni des chiffres incohérents pour les années considérées. Quatre pays ont communiqué des chiffres élevés pour l'indicateur CONS-O-4 (100 fois supérieur à la moyenne). Par la suite, ces chiffres ont été exclus de l'analyse.

29. Au niveau mondial et pour cette période de présentation des rapports, plus de 23 500 OSC et plus de 4 100 institutions scientifiques et technologiques ont participé à des activités liées à la DDTS dans les pays parties touchés et les pays développés parties, le nombre tant des OSC que des institutions scientifiques et technologiques ayant augmenté au cours de la période considérée (8 et 9 %, respectivement).

30. Dans quatre régions (à l'exclusion de la Méditerranée septentrionale) ainsi que dans les pays développés parties, le nombre d'OSC participant à des projets et programmes liés à la DDTS est à peu près cinq fois plus élevé que celui des institutions scientifiques et technologiques.

31. Entre 2012 et 2013, on a relevé que dans les pays développés parties le nombre d'OSC participant à des programmes et projets liés à la DDTS a augmenté de 7,9 %¹⁰, et celui des institutions scientifiques et technologiques de 5,6 %¹¹.

32. Le FEM a indiqué une forte diminution du nombre aussi bien des OSC que des institutions scientifiques et technologiques prenant part à des programmes et projets liés à la DDTS auxquels il apportait son soutien (de 70 à 80 %, respectivement) entre 2012 et 2013.

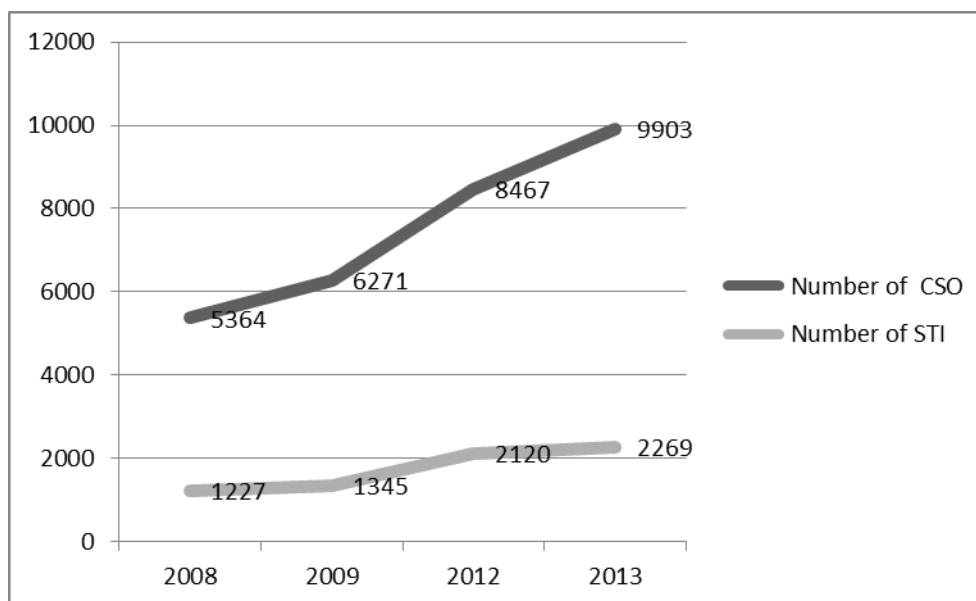
33. En outre, le PNUD a fait état d'une forte diminution du nombre des OSC associées à des programmes et projets liés à la DDTS; le nombre des institutions scientifiques et technologiques a cependant augmenté. Bien que le PNUE mette en place des initiatives concrètes visant à augmenter la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques, il a fait état d'une seule institution scientifique et technologique participante en 2013 et d'aucune OSC.

34. Les données communiquées en 2010 et 2014 font ressortir une tendance positive dans la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques; à partir de 2008, les nombres tant des OSC que des institutions scientifiques et technologiques participant à la mise en œuvre de la Convention se sont accrus de 23 % en moyenne par période biennale.

¹⁰ Passant de 331 à 357.

¹¹ Passant de 234 à 247.

Figure 3
Augmentation du nombre d'organisations de la société civile et d'institutions scientifiques et technologiques participant aux processus liés à la Convention de 2008 à 2013



2. Objectifs nationaux volontaires

35. Cent douze pays parties touchés (soit 70,4 %) ont décidé de se fixer un objectif de cet ordre. Dès lors que des objectifs nationaux ont été fixés, si des pays parties continuent de mettre en place et de réaliser leurs plans, il est également probable que l'on observera dans chacun d'eux une progression régulière de la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques.

3. Initiatives pour accroître la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques

36. Pendant la période considérée, les pays parties touchés ont déclaré, dans leur grande majorité (87 %), que leur gouvernement prenait des initiatives concrètes pour accroître la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques aux processus liés à la Convention.

37. Plus de la moitié (52 %)¹² des pays développés parties qui ont répondu à cette question¹³ a pris de telles initiatives. L'adoption de telles initiatives est en progression (33 %) par rapport au cycle de présentation des rapports de 2010.

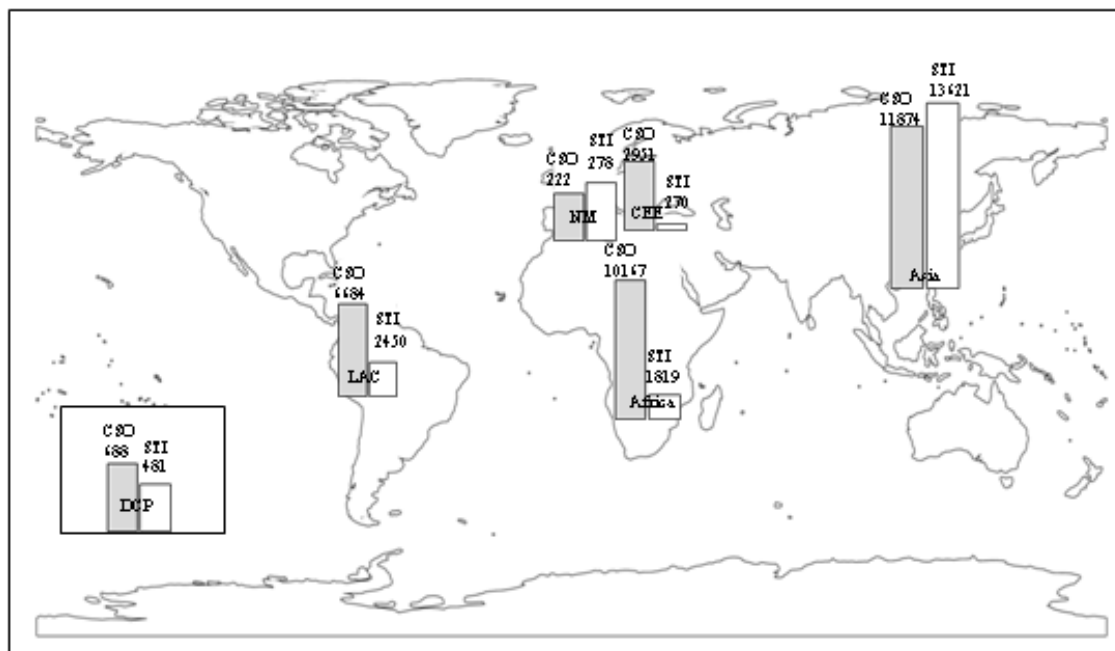
¹² 12 pays.

¹³ 74 % des pays développés parties ont répondu à cette question.

B. Analyse au plan régional

Figure 4

Nombre d'organisations de la société civile et d'institutions scientifiques et technologiques associées aux processus liés à la Convention, par région



1. Afrique

38. Plus de 4 600 OSC et 850 institutions scientifiques et technologiques ont participé à des programmes et projets liés à la DDTS en 2012. Cette participation a augmenté entre 2012 et 2013 (de 19,1 et 12 %, respectivement).

39. Près de 50 % de l'ensemble des OSC sont engagées en Afrique du Nord et près d'un tiers des institutions scientifiques et technologiques en Afrique de l'Ouest. Quinze pour cent des pays ont fait état d'une plus grande participation des institutions scientifiques et technologiques que des OSC.

2. Asie

40. Entre 2012 et 2013, le nombre des institutions scientifiques et technologiques s'est accru de 3,1 %, mais celui des OSC de 16,2 %. Un pays a communiqué des données disproportionnées. Le nombre tant des OSC que des institutions scientifiques et technologiques a augmenté dans toutes les sous-régions pendant les années considérées. Dans huit pays, les institutions scientifiques et technologiques sont plus nombreuses que les OSC à participer à des activités liées à la DDTS. Un pays a fait état d'une absence de participation des OSC, et quatre pays d'une absence de participation des institutions scientifiques et technologiques. Au vu de la tendance observée entre les cycles de présentation des rapports de 2010 et de 2014, on constate une augmentation du nombre des OSC au niveau régional. L'accroissement total est de 378 %. En outre, le nombre d'institutions scientifiques et technologiques s'inscrit lui aussi dans une tendance à la hausse (49 %) depuis 2008.

3. Amérique latine et Caraïbes

41. La participation des OSC a progressé de 32,8 % de 2012 à 2013¹⁴. Le nombre d'institutions scientifiques et technologiques participantes s'est accru de près de 15 %¹⁵. On observe un accroissement du nombre à la fois des OSC et des institutions scientifiques et technologiques au niveau régional (156 et 260 %, respectivement).

4. Méditerranée septentrionale

42. La Méditerranée septentrionale est la seule région dans laquelle les institutions scientifiques et technologiques sont plus nombreuses que les OSC à participer à des programmes et projets associés à la DDTS. Deux pays ont fait état d'une plus grande participation des OSC que des institutions scientifiques et technologiques, et deux pays d'une absence de participation des OSC. Le nombre d'intervenants a toutefois augmenté de 7,5 % pendant le cycle de présentation des rapports dans le cas des OSC et de 17,2 % dans celui des institutions scientifiques et technologiques. Par rapport aux deux cycles de présentation des rapports concernés, le nombre des OSC s'est accru de 24 %, mais celui des institutions scientifiques et technologiques a diminué de 2 %.

5. Europe centrale et orientale

43. Alors que le nombre des OSC participant à des programmes et projets associés à la DDTS dans cette région est demeuré à peu près stable¹⁶, celui des institutions scientifiques et technologiques s'est accru de 3 %. Un pays a fait état d'une absence de participation des OSC; les données communiquées par un autre pays manquaient de cohérence pour les années considérées. Le nombre des OSC a suivi une tendance positive de 8 %; par contre, celui des institutions scientifiques et technologiques a décru de 19 %.

IV. Indicateur de résultats CONS-O-4: Nombre et type d'initiatives liées à la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse prises par des organisations de la société civile et des institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation

44. L'indicateur mesure le nombre d'initiatives liées à la DDTS que des OSC et institutions scientifiques et technologiques ont mises en place dans le domaine de l'éducation, en partant du principe que plus elles prennent d'initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation, plus les pays acquièrent les capacités voulues pour lutter contre la DDTS à moyen et à long terme.

A. Analyse au plan mondial

1. Degré de réalisation de l'objectif général, tendances et prévisions

45. Un objectif général a été fixé pour cet indicateur, à savoir qu'un accroissement régulier du nombre d'initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation et mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques soit enregistré tout au long de la mise en œuvre de la Stratégie

¹⁴ De 2 871 en 2012 à 3 813 en 2013

¹⁵ De 1 140 en 2012 à 1 310 en 2013.

¹⁶ 1 476 en 2012 et 1 475 en 2013.

46. En 2013, plus de 7 000 initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation ont été prises par les OSC, et plus de 3 400 initiatives par les institutions scientifiques et technologiques. Pendant les années considérées, le nombre d'initiatives engagées par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques a augmenté de 19 et 22 % respectivement.

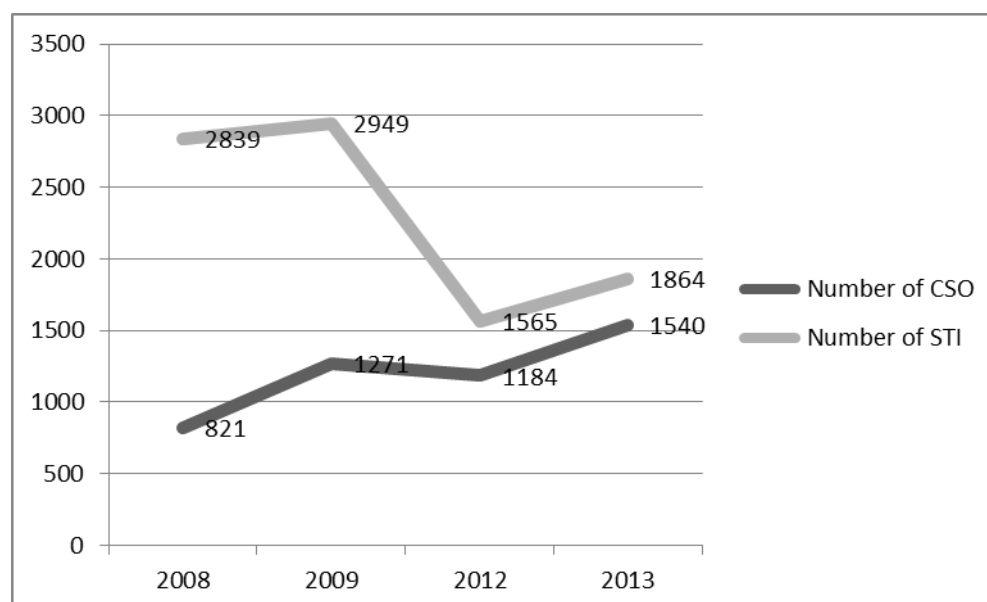
47. Par rapport à l'indicateur précédent, les institutions scientifiques et technologiques jouent un rôle prédominant dans le domaine de l'éducation¹⁷.

48. On peut observer depuis 2008 un accroissement de près de 88 % du nombre d'OSC, signe d'une contribution importante à la réalisation de cet objectif.

49. En 2012, le PNUD a soutenu 780 initiatives liées à la DDTS qui avaient été mises en place par des OSC. En 2013, de telles initiatives étaient au nombre de 42 auxquelles se sont ajoutées cinq initiatives engagées par des institutions scientifiques et technologiques.

Figure 5

Augmentation du nombre d'initiatives prises par des organisations de la société civile et des institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation



2. Objectifs nationaux volontaires

50. Soixante-deux pour cent des pays parties touchés¹⁸ ont répondu à la question relative à l'augmentation en pourcentage du nombre d'initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation, constituant un objectif national volontaire. Les réponses fournies par les pays varient beaucoup, ce qui signifie que les besoins sont perçus différemment selon les pays.

¹⁷ Alors que le ratio global entre les OSC et les institutions scientifiques et technologiques est de 5:1 dans le cas de leur participation aux processus liés à la Convention, il est de 2:1 dans celui des initiatives relatives à l'éducation.

¹⁸ 99 pays.

a) *Initiatives visant à accroître le nombre d'initiatives prises par des organisations de la société civile et des institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation*

51. Quatre-vingt-quinze pour cent des pays qui ont présenté le rapport ont répondu à la question concernant l'augmentation d'initiatives liées à la DDTS prises par des OSC et institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation. Une vue d'ensemble montre que 142 pays ont répondu positivement, mais 29 pays par la négative. Les pays développés parties ont donné plus de réponses négatives que positives, en dépit du fait que les initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation étaient en moyenne au nombre de 11 par pays et par an.

52. Près de 86 % des pays parties touchés ont déclaré que leur gouvernement prenait des initiatives pour accroître le nombre d'initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation et mises en place par des OSC et institutions scientifiques et technologiques, ce qui n'était pas le cas pour 14 % des pays, preuve que les pays parties touchés accordent une grande importance aux activités en rapport avec la DDTS dans le domaine de l'éducation.

53. Malgré l'augmentation du nombre d'initiatives menées par des OSC/institutions scientifiques et technologiques entre 2012 et 2013, 13 pays développés parties (52 %) ont déclaré que leur gouvernement ne prenait pas d'initiatives concrètes en vue d'augmenter les initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation et mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques. La situation est demeurée inchangée pendant les deux cycles de présentation des rapports.

b) *Initiatives prises par des pays développés parties et d'autres entités*

54. Le nombre d'initiatives liées à la DDTS prises par des pays développés parties pour augmenter les activités des OSC et des institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation s'est accru de 12¹⁹ et 14²⁰ % respectivement au cours de la période considérée. Cinq des pays qui ont répondu à cette question (29 %) ont déclaré qu'aucune initiative n'avait été prise par les OSC, et cinq autres pays qu'aucune initiative ne l'avait été par les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation.

55. Au cours des deux cycles de présentation des rapports (2010 et 2014), on a observé dans les pays développés parties une diminution des initiatives donnant lieu à des activités tant des OSC que des institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation (49,2 et 47 %, respectivement).

56. Le FEM a répondu par l'affirmative à la question relative au soutien apporté aux initiatives visant à accroître le nombre d'initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation et mises en place par des OSC et des institutions scientifiques et technologiques.

57. Ni le PNUE ni le PNUD n'ont répondu à la question de savoir si leur organisation prenait des initiatives concrètes visant à accroître le nombre d'initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation et mises en place par des OSC et des institutions scientifiques et technologiques.

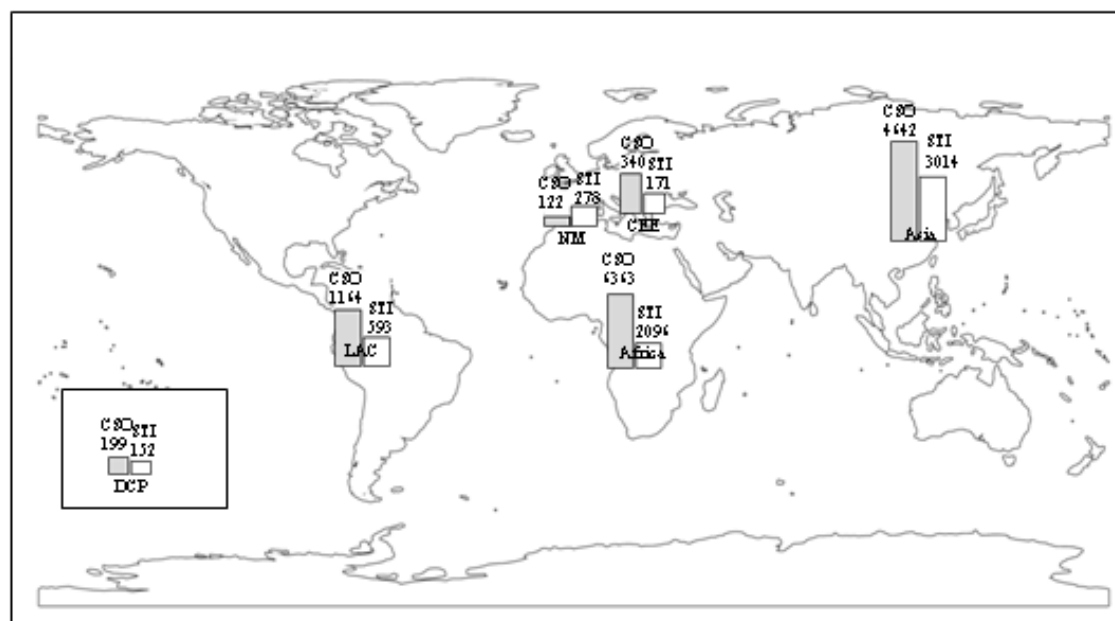
¹⁹ Passant de 94 en 2012 à 105 en 2013.

²⁰ Passant de 71 en 2012 à 81 en 2013.

B. Analyse au plan régional

Figure 6

Nombre d'initiatives liées à la DDTS et prises par des organisations de la société civile et des institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation, par région



1. Afrique

58. L'Afrique contribue à hauteur de 51 % à toutes les initiatives liées à la DDTS et prises par des OSC en 2013, et de près de 34 % aux initiatives prises par des institutions scientifiques et technologiques au cours de la même année. Le nombre d'initiatives engagées par des OSC et des institutions scientifiques et technologiques a augmenté pendant la période considérée, de près de 26 % dans le cas des OSC (de 2 815 en 2012 à 3 548 en 2013) et de 25,6 % dans celui des institutions scientifiques et technologiques (de 929 en 2012 à 1 167 en 2013).

59. On a observé une tendance à l'augmentation du nombre d'initiatives des OSC en Afrique depuis 2008 (ce nombre a plus que triplé).

2. Asie

60. En Asie, le nombre d'initiatives prises par des OSC en 2012 dans le domaine de l'éducation s'est accru de 12,1 % (passant de 2 189 en 2012 à 2 453 en 2013). En dépit du fait que la situation en Asie du Sud est demeurée inchangée au cours des années considérées, cette sous-région comptait le plus grand nombre d'initiatives prises par des OSC, contribuant ainsi pour 49 % du total en Asie en 2013.

61. On a observé un accroissement de 51,1 % du nombre d'initiatives prises par des OSC entre les deux cycles de présentation des rapports, ce qui dénote une tendance à la hausse. En revanche, le nombre des initiatives prises par des institutions scientifiques et technologiques a diminué de près de 42 %.

3. Amérique latine et Caraïbes

62. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le nombre d'initiatives prises par des OSC et des institutions scientifiques et technologiques a augmenté de 15,6 et 14,9 %, respectivement.

4. Méditerranée septentrionale

63. Dans la région de la Méditerranée septentrionale, beaucoup plus d'activités sont menées par des institutions scientifiques et technologiques (154 en 2012) que par des OSC (57 en 2012). Une forte augmentation des initiatives des OSC est due à un seul pays. Dans trois pays, les OSC n'ont pris aucune initiative dans le domaine de l'éducation, et dans un pays elles n'en ont pris aucune dans quelque domaine que ce soit. En 2013, trois pays ont contribué à hauteur de 80 % à toutes les activités des institutions scientifiques et technologiques dans la région, et trois autres pays à hauteur de 79 % à toutes les activités des OSC.

64. Entre les cycles de présentation des rapports de 2010 et de 2014, le nombre d'initiatives prises par des OSC s'est accru de 173 %, alors que celui des initiatives prises par les institutions scientifiques et technologiques diminuait de 10 %.

5. Europe centrale et orientale

65. Les rapports nationaux provenant de la région de l'Europe centrale et orientale font état d'une diminution de 4,6 % des initiatives prises par les OSC dans le domaine de l'éducation (de 174 en 2012 à 166 en 2013). Le nombre des initiatives prises par les institutions scientifiques et technologiques est demeuré pratiquement inchangé (85 et 86, respectivement). Un seul pays a contribué à hauteur de 59 % aux initiatives des OSC pour les deux années de présentation des rapports.

66. Au cours des années considérées, le nombre d'initiatives prises par des OSC a eu tendance à diminuer alors que celui des initiatives prises par des institutions scientifiques et technologiques progressait de 66,7 %.

67. Le FEM a fait état de deux initiatives d'OSC et d'une initiative d'une institution scientifique et technologique prises dans le domaine de l'éducation en 2012, ainsi que d'une initiative correspondant à chaque catégorie de ces entités en 2013.

V Conclusions

68. **Sur la base des informations communiquées par les Parties, il est possible de dresser un tableau raisonnablement optimiste des résultats concernant l'indicateur 00 1: Plaidoyer, sensibilisation et éducation.**

69. **S'agissant de l'ensemble de la population sensibilisée à la DDTS et à ses synergies avec les changements climatiques et la biodiversité, on a observé une augmentation de 3 % par rapport à la référence, et le niveau atteint en 2013 est déjà très proche de l'objectif général fixé par la Stratégie. Si la tendance observée au cours des trois dernières périodes de présentation des rapports se poursuivait, il ne fait aucun doute que l'objectif général serait atteint.**

70. **Le nombre remarquable d'activités d'information – 56 organisées en moyenne par jour dans plus de 120 pays au cours de la période considérée – et leur impact sur les médias peuvent avoir contribué à cette grande réussite.**

71. La société civile et la communauté scientifique participent de plus en plus aux activités liées à la Convention, y compris les activités en matière d'éducation, bien que de manière différente selon leur mandat spécifique. Pour ce qui est des deux indicateurs concernant les OSC et les institutions scientifiques et technologiques, les objectifs fixés par la Stratégie sont exprimés non pas sous forme de chiffres mais de tendances au cours de la période correspondant à la Stratégie: dans les deux cas, on a enregistré une tendance à l'augmentation du nombre des OSC et des institutions scientifiques et technologiques depuis 2008. Si cette tendance positive se poursuit, on peut en conclure que l'objectif sera atteint. La probabilité d'observer une tendance similaire à l'avenir se trouve confirmée par le fait que la grande majorité des gouvernements prennent des mesures concrètes pour accroître le nombre de ces acteurs clefs appelés à participer à des activités liées à la DDTS.

72. Il convient de relever qu'une grande majorité des pays parties touchés ont établi, pour ces indicateurs, des objectifs nationaux volontaires qui sont certes différents des objectifs généraux fixés par la Conférence des Parties mais qui n'en restent pas moins compatibles avec eux. Comme ces objectifs correspondent aux priorités établies dans les PANA, on peut en conclure qu'en établissant ces objectifs nationaux volontaires, les Parties sont dorénavant en mesure de suivre les progrès réalisés dans l'application des PANA tant au niveau mondial que national. Les futurs cycles de présentation des rapports et examens de la mise en œuvre par le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention peuvent alors s'appuyer sur ce nouvel atout important.

VI. Recommandations

73. Ci-après figurent les premières recommandations que les Parties pourraient examiner à la treizième session du Comité, le but étant d'engager rapidement des consultations sur des projets de décision qui seraient soumis à la douzième Conférence des Parties, pour examen:

a) Les pays parties qui ont notifié un pourcentage de sensibilisation nationale à la DDTS et à ses synergies moins élevé que leurs objectifs nationaux sont invités à prendre des mesures pour développer les initiatives en matière de communication et d'éducation afin d'atteindre leurs objectifs;

b) Les Parties sont invitées à évaluer et accroître, si besoin est, l'efficacité de leurs moyens de communication sur les questions liées à la DDTS afin de toucher un plus large public;

c) Les pays parties touchés sont invités à continuer de suivre l'exécution de leurs PANA pour ce qui est de la politique, des mesures et des actions engagées dans les domaines du plaidoyer, de la sensibilisation et de l'éducation;

d) Les institutions de la Convention inscriront, dans leur programme de travail respectif pour 2016-2017, des mesures particulières pour permettre plus facilement aux pays parties touchés d'accroître la sensibilisation à la DDTS, en ciblant les pays, sous-régions et régions qui ont signalé manquer des capacités et instruments nécessaires à cet effet.

Annexe

[Anglais seulement]

Tables and figures relating to the performance indicators under operational objective 1

List of figures

Page

Figures relating to CONS-O-1

1. Percentage of population informed about desertification, land degradation and drought (DLDD) and/or synergies with climate change and biodiversity (2014 assessment, global, by region)	22
2. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (2014 assessment, Africa, by subregion)	23
3. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (2014 assessment, Asia, by subregion)	23
4. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (2014 assessment, Latin America and the Caribbean, by subregion)	24
5. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis – global, by region)	27
6. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis – Africa, by subregion)	28
7. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis – Asia, by subregion).....	28
8. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis – Latin America and the Caribbean, by subregion)	29
9. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis – Northern Mediterranean)	29
10. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis – Central and Eastern Europe).....	30

List of tables

Page

Tables relating to CONS-O-1

1.	Estimated number of information events and participants (Global).....	21
2.	Estimated number of media products made public.....	21
3.	Trend in percentage of population informed about desertification, land degradation and drought (DLDD) and/or synergies with climate change and biodiversity (Global, by region)	22
4.	Existence of a national communication strategy addressing environmental issues (Global)	24
5.	Number of information events and estimated number of participants (Africa).....	25
6.	Number of information events and estimated number of participants (Asia).....	25
7.	Number of information events and estimated number of participants (Latin America and the Caribbean (LAC)).....	26
8.	Number of information events and estimated number of participants (Northern Mediterranean)....	26
9.	Number of information events and estimated number of participants (Central and Eastern Europe).....	26
10.	Number of information events and estimated number of participants (developed country Parties).....	27

Tables relating to CONS-O-3

11.	Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects (Global).....	30
12.	Initiatives to increase the participation of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) in DLDD-related programmes and projects (Global).....	31
13.	Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects (Africa).....	31
14.	Number of DLDD-related initiatives undertaken by civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Asia)	32
15.	Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects (Latin America and the Caribbean (LAC)).....	32
16.	Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects (Northern Mediterranean (NMED))..	32
17.	Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects (Central and Eastern Europe (CEE)).	33
18.	Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects (developed country Parties (DCPs))..	33

Tables relating to CONS-O-4

19.	Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Global).....	33
20.	Initiatives to increase the delivery of DLDD-related initiatives in the education sector by civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Global)	34
21.	Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Africa).....	34
22.	Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Asia)	35
23.	Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Latin America and the Caribbean (LAC))	35
24.	Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Northern Mediterranean (NMED)).....	36
25.	Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Central and Eastern Europe (CEE)).....	36
26.	Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (developed country Parties)	36
27.	Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (voluntary national target – percentage)	37
28.	Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (voluntary national target – year)	37

Tables and figures relating to CONS-O-1

Table 1
Estimated number of information events and participants (Global)

<i>Region</i>	<i>Number of information events 2012</i>	<i>Number of information events 2013</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2012</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2013</i>
Africa	9 191	9 769	9 855 117	11 519 917
Asia	7 109	9 928	6 483 553	7 097 906
Latin America and the Caribbean	1 654	2 256	175 204	314 534
Northern Mediterranean	147	170	74 464	84 651
Central and Eastern Europe	342	405	94 190	99 252
Developed country Parties	201	219	85468	92982
Global (total)	18 644	22 747	16 767 996	19 209 242

Note: Data of 41 affected country Parties were considered out of range and, therefore, not included into the calculation.

Table 2
Estimated number of media products made public

<i>Region</i>	<i>Media products in 2012</i>	<i>People reached in 2012</i>	<i>Media products in 2013</i>	<i>People reached in 2013</i>
Africa	6 152	109 434 457	6 452	138 393 642
Asia	9 307	262 378 137	10 763	358 080 707
Latin America and the Caribbean	4 237	9 528 959	4 806	11 232 682
Northern Mediterranean	2 453	2 467 500	2 777	5 719 000
Central and Eastern Europe	352	6 989 659	419	7 750 177
Developed country Parties	110	127000	67	25200
Global (total)	22 611	390 925 712	25 284	521 201 408

Note: Data of 56 affected country Parties were considered out of range and, therefore, not included into the calculation.

Table 3
Trend in percentage of population informed about desertification, land degradation and drought (DLDD) and/or synergies with climate change and biodiversity (Global, by region)

<i>Region/Number of Parties considered</i>	<i>Variation of the percentage of population informed about DLDD and/or DLDD synergies with climate change and biodiversity from 2008–2009 to 2012–2013</i>
Africa/17	0.07
Asia/18	0.06
Latin America and the Caribbean/8	0.18
Northern Mediterranean/4	0.05
Central and Eastern Europe/5	0.06
Developed country Parties/0	-
Global (total)/52	0.07

Figure 1
Percentage of population informed about desertification, land degradation and drought (DLDD) and/or synergies with climate change and biodiversity (2014 assessment, global, by region)

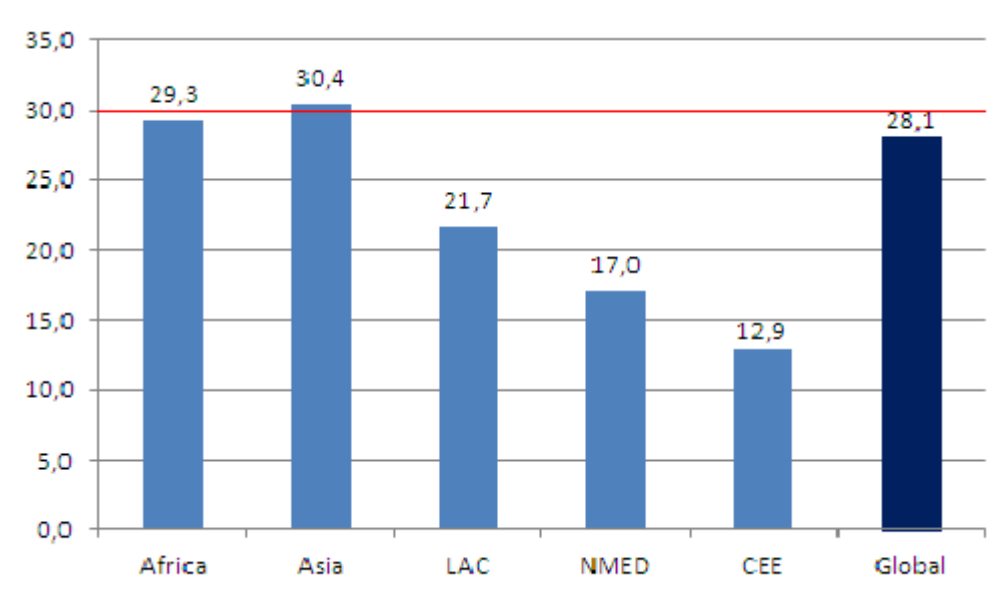


Figure 2
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (2014 assessment, Africa, by subregion)

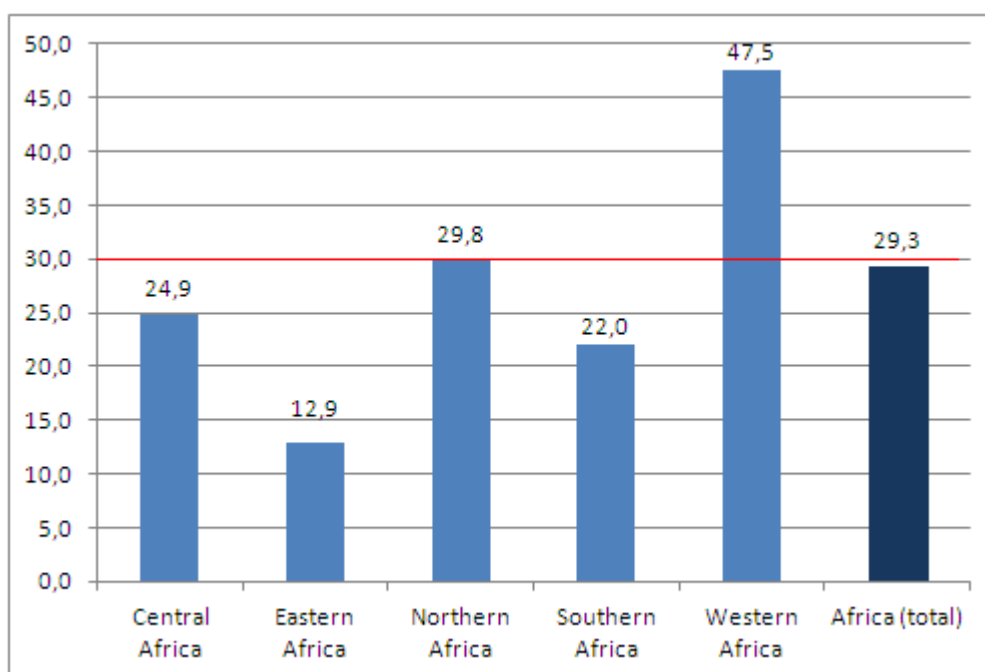


Figure 3
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (2014 assessment, Asia, by subregion)

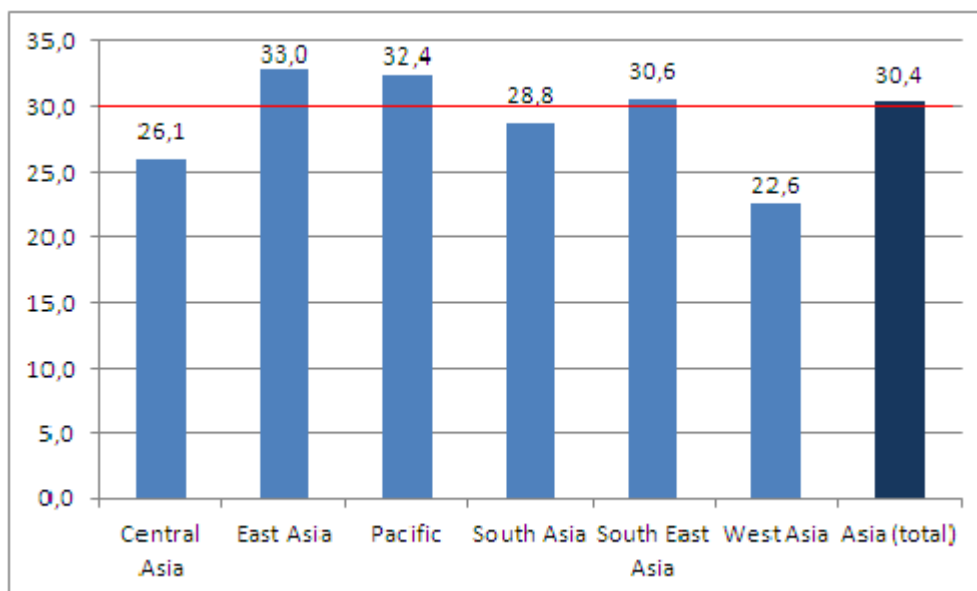


Figure 4
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (2014 assessment, Latin America and the Caribbean, by subregion)

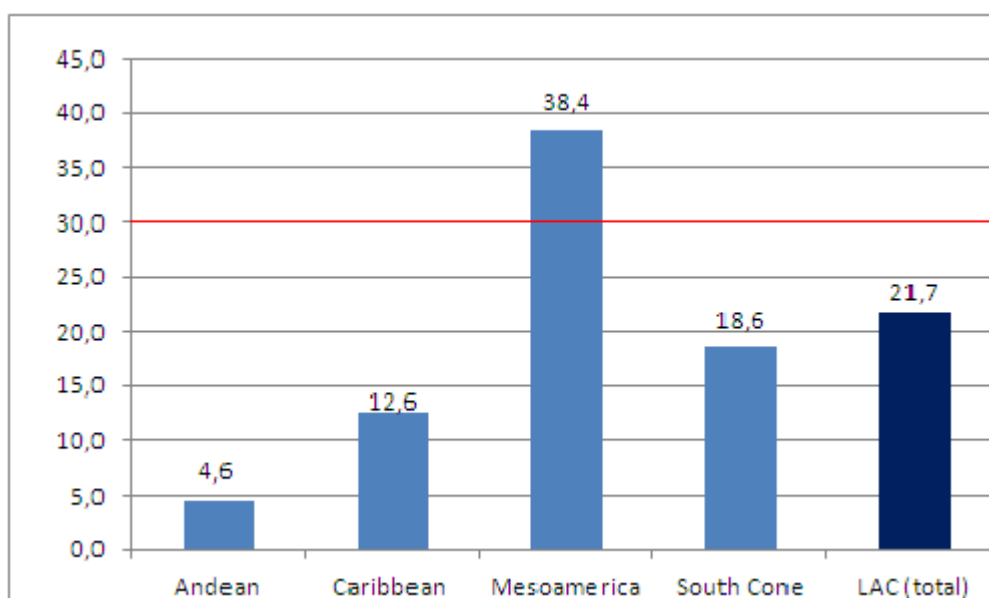


Table 4
Existence of a national communication strategy addressing environmental issues (Global)

<i>Region</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>
Africa	26	27
Asia	20	26
Latin America and the Caribbean	10	21
Northern Mediterranean	3	9
Central and Eastern Europe	5	10
Other affected country Parties	0	1
Developed country Parties	3	18
Global	65	109

Note: Data reported by 5 Parties being both, affected country Parties and developed country Parties, are reflected in the sum of the respective affected region, as well as, in the sum for developed country Parties. However the total sum (Global) reflects them just once.

Table 5
Number of information events and estimated number of participants (Africa)

<i>Subregion</i>	<i>Number of information events 2012</i>	<i>Number of information events 2013</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2012</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2013</i>
Central Africa	2 478	1 962	8 084 155	9 061 927
Eastern Africa	475	580	98 475	106 905
Northern Africa	766	1 163	1 112 290	1 622 125
Southern Africa	4 841	5 296	363 797	532 015
Western Africa	631	768	196 400	196 945
Africa (total)	9 191	9 769	9 855 117	11 519 917

Note: Data of 16 countries were considered out of range and, therefore, not included into the calculation.

Table 6
Number of information events and estimated number of participants (Asia)

<i>Subregion</i>	<i>Number of information events 2012</i>	<i>Number of information events 2013</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2012</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2013</i>
Central Asia	481	560	20 642	22 257
East Asia	25	48	13 378	15 368
Pacific	245	316	31 022	36 057
South Asia	3 551	5 731	660 622	743 262
South East Asia	231	368	235 128	291 243
West Asia	2 576	2 905	552 271	5 989 719
Asia (total)	7 109	9 928	6 483 553	7 097 906

Note: Data of 11 countries were considered out of range and, therefore, not included into the calculation.

Table 7
**Number of information events and estimated number of participants
(Latin America and the Caribbean (LAC))**

<i>Subregion</i>	<i>Number of information events 2012</i>	<i>Number of information events 2013</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2012</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2013</i>
Andean	392	626	67 910	75 681
Caribbean	403	440	41 708	60 257
Mesoamerica	635	824	58 552	165 687
South Cone	224	366	7 034	12 909
LAC (total)	1 654	2 256	175 204	314 534

Note: Data of 9 countries were considered out of range and, therefore, not included into the calculation.

Table 8
**Number of information events and estimated number of participants
(Northern Mediterranean)**

	<i>Number of information events 2012</i>	<i>Number of information events 2013</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2012</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2013</i>
Northern Mediterranean (total)	147	170	74 464	84 651

Note: Data of 2 countries were considered out of range and, therefore, not included into the calculation.

Table 9
**Number of information events and estimated number of participants
(Central and Eastern Europe)**

	<i>Number of information events 2012</i>	<i>Number of information events 2013</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2012</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2013</i>
Central and Eastern Europe (total)	342	405	94 190	99 252

Note: Data of 2 countries were considered out of range and, therefore, not included into the calculation.

Table 10
**Number of information events and estimated number of participants
 (developed country Parties)**

	<i>Number of information events 2012</i>	<i>Number of information events 2013</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2012</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2013</i>
Developed country Parties	201	219	85 468	92 982

Figure 5
**Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate
 change and biodiversity (trend analysis – global, by region)**

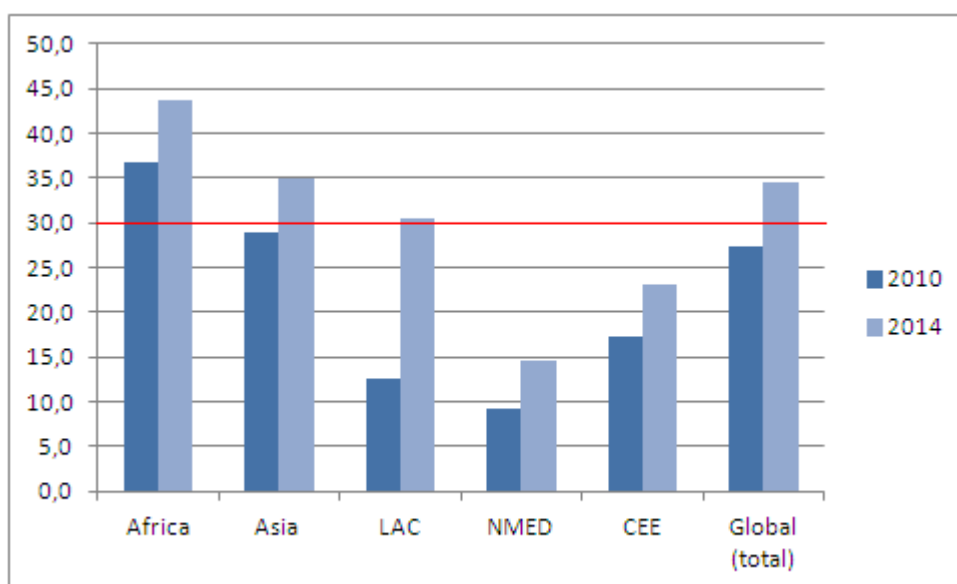


Figure 6
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis – Africa, by subregion)

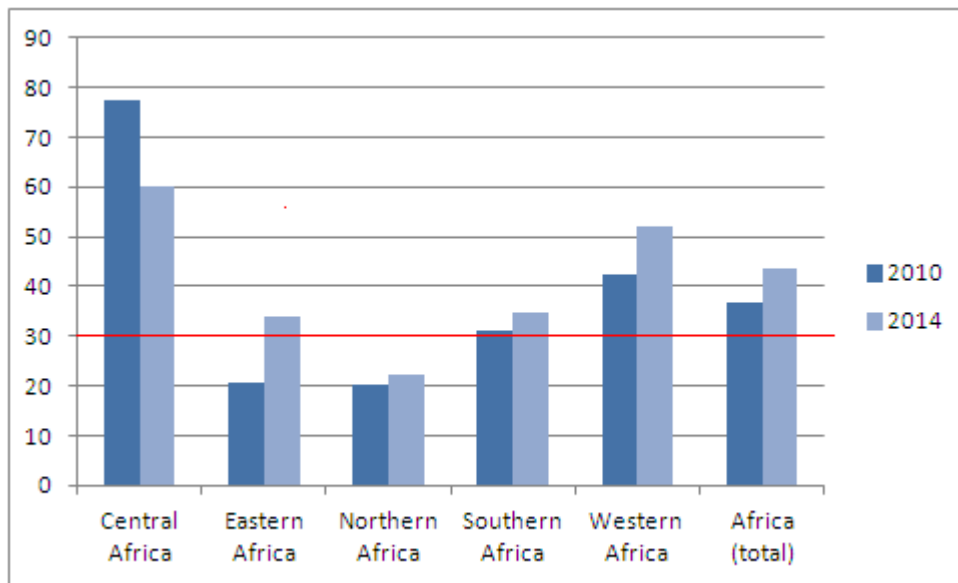


Figure 7
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis – Asia, by subregion)

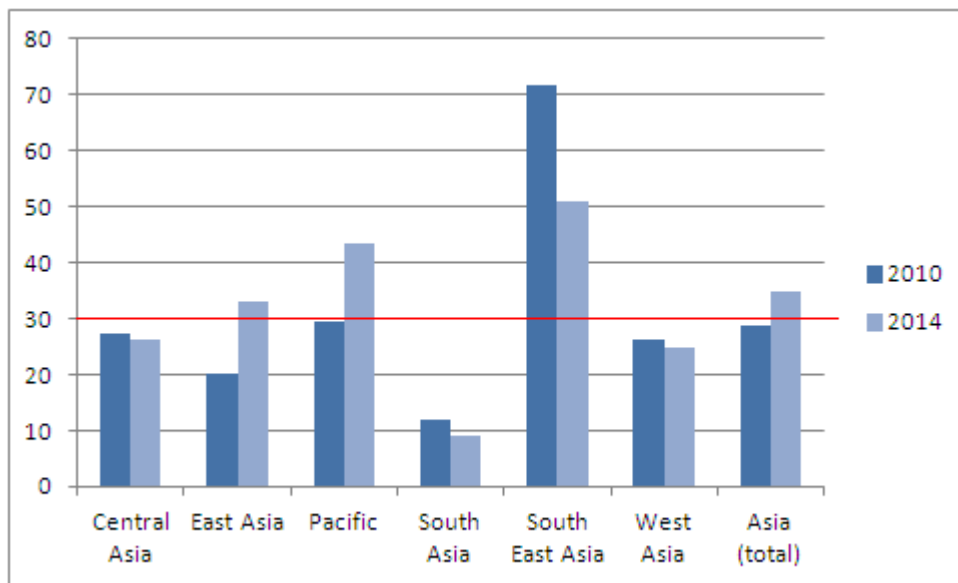


Figure 8
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity
 (trend analysis – Latin America and the Caribbean, by subregion)

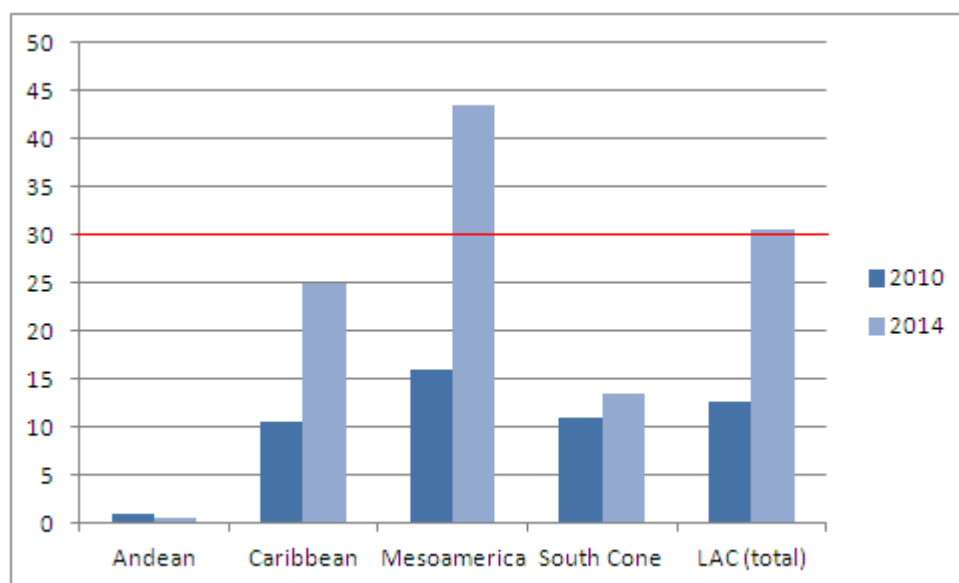


Figure 9
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity
 (trend analysis – Northern Mediterranean)

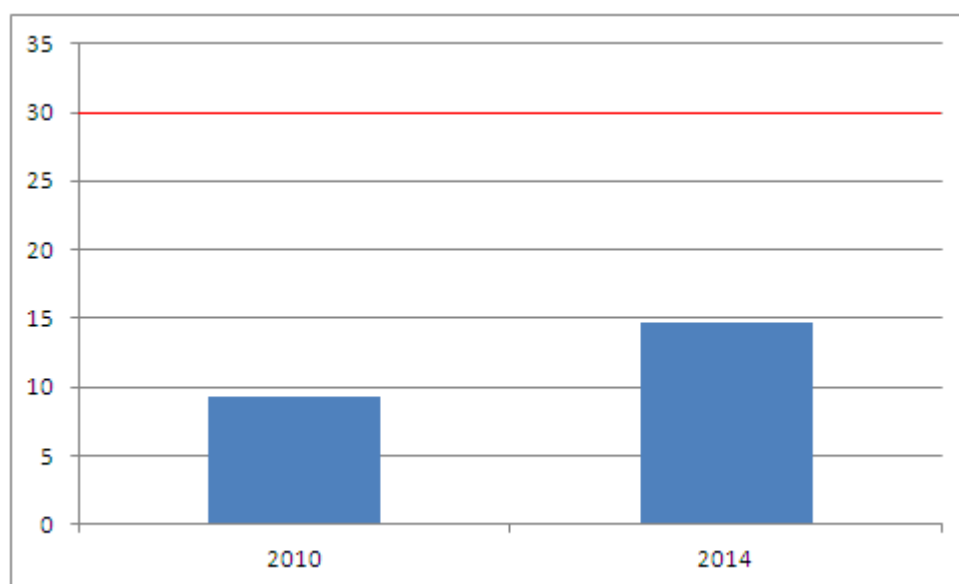
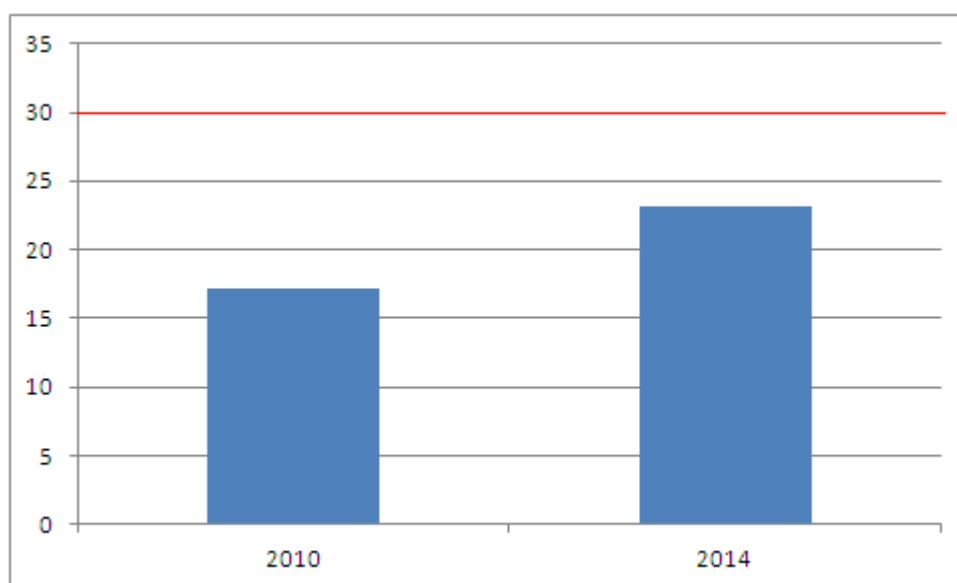


Figure 10
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis – Central and Eastern Europe)



Tables relating to CONS-O-3

Table 11
Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects (Global)

<i>Region</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2012</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2013</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2012</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2013</i>
Africa	4 641	5 526	858	961
Asia	10 536	1 338	12 241	1 380
Latin America and the Caribbean	2 871	3 813	1 140	1 310
Northern Mediterranean	112	121	136	158
Central and Eastern Europe	1 476	1 475	133	137
Developed country Parties	331	357	234	247
Global (total)	19 967	23 533	3 839	4 193

Note: Data reported 1 country from Latin America and the Caribbean (on number of CSOs) and 1 country from Central and Eastern Europe (on number of STIs) were not included in the calculation.

Table 12
Initiatives to increase the participation of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) in DLDD-related programmes and projects (Global)

<i>Region</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>
Africa	50	3
Asia	42	3
Latin America and the Caribbean	28	3
Northern Mediterranean	8	3
Central and Eastern Europe	13	2
Other affected country Parties	1	0
Developed country Parties	12	11
Global	142	23

Note: Data reported by 7 Parties being both, affected and developed country Parties, are reflected in the sum of the respective affected region as well as in the sum for developed country Parties. However the total sum (Global) reflects them just once.

Table 13
Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects (Africa)

<i>Subregion</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2012</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2013</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2012</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2013</i>
Central Africa	460	538	76	83
Eastern Africa	218	280	87	112
Northern Africa	2 371	2 679	182	205
Southern Africa	439	500	210	219
Western Africa	1 153	1 529	303	342
Africa (total)	4 641	5 526	858	961

Table 14
Number of DLDD-related initiatives undertaken by civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Asia)

<i>Subregion</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2012</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2013</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2012</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2013</i>
Central Asia	4 523	5 921	548	557
East Asia	735	767	165	179
Pacific	111	113	31	34
South Asia	2 960	3 195	140	147
South East Asia	378	402	118	121
West Asia	1 829	1 843	336	342
Asia (total)	10 536	12 241	1 338	1 380

Table 15
Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects (Latin America and the Caribbean (LAC))

<i>Subregion</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2012</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2013</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2012</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2013</i>
Andean	146	162	62	68
Caribbean	147	217	137	145
Mesoamerica	679	982	805	884
South Cone	1 899	2 452	136	213
LAC (total)	2 871	3 813	1 140	1 310

Note: Data on CSOs reported by 1 country were considered out of range.

Table 16
Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects (Northern Mediterranean (NMED))

<i>Subregion</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2012</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2013</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2012</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2013</i>
NMED (total)	112	121	136	158

Table 17

Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects (Central and Eastern Europe (CEE))

	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2012</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2013</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2012</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2013</i>
CEE	1 476	1 475	133	137

Note: Data on STIs reported by 1 country were not consistent and therefore excluded from the calculation.

Table 18

Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects (developed country Parties (DCPs))

	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2012</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2013</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2012</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2013</i>
DCPs	331	357	234	247

Tables relating to CONS-O-4

Table 19

Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Global)

<i>Region</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2012</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2013</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2012</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2013</i>
Africa	2 815	3 548	929	1 167
Asia	2 189	2 453	1 345	1 669
Latin America and the Caribbean	540	624	276	317
Northern Mediterranean	57	105	154	160
Central and Eastern Europe	174	166	85	86
Developed country Parties	94	105	71	81
Global	5 869	7 001	2 860	3 480

Note: Data on CSOs reported by 2 countries from Latin America and the Caribbean (LAC) and data on STIs reported by 1 country from LAC and 1 country from Asia were considered out of range and therefore not included into calculations.

Table 20

Initiatives to increase the delivery of DLDD-related initiatives in the education sector by civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Global)

<i>Region</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>
Africa	51	2
Asia	40	4
Latin America and the Caribbean	26	5
Northern Mediterranean	7	5
Central and Eastern Europe	12	3
Other affected country Parties	1	0
Developed country Parties	12	13
Global	142	29

Note: Data reported by 10 Parties being both, affected country Parties and developed country Parties, are reflected in the sum of the respective affected region as well as in the sum for developed country Parties; however the total sum (Global) reflects them just once.

Table 21

Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Africa)

<i>Subregion</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2012</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2013</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2012</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2013</i>
Central Africa	455	398	105	104
Eastern Africa	310	370	146	199
Northern Africa	668	891	136	164
Southern Africa	589	710	308	396
Western Africa	793	1 179	234	304
Africa (total)	2 815	3 548	929	1 167

Table 22
Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Asia)

<i>Subregion</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2012</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2013</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2012</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2013</i>
Central Asia	273	375	270	456
East Asia	147	211	168	225
Pacific	112	116	33	36
South Asia	1 206	1 204	377	350
South East Asia	101	125	181	204
West Asia	350	422	316	398
Asia (Total)	2 189	2 453	1 345	1 669

Note: Data from one country were considered out of range and, therefore, not included in the calculation.

Table 23
Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Latin America and the Caribbean (LAC))

<i>Subregion</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2012</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2013</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2012</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2013</i>
Andean	59	65	51	57
Caribbean	425	469	203	230
Mesoamerica	45	57	16	19
South Cone	11	33	6	11
LAC (total)	540	624	276	317

Note: Data from two countries were considered out of range and, therefore, not included in the calculation.

Table 24
Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Northern Mediterranean (NMED))

<i>Region</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2012</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2013</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2012</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2013</i>
NMED (total)	57	105	154	160

Table 25
Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Central and Eastern Europe (CEE))

<i>Region</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2012</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2013</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2012</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2013</i>
CEE (total)	174	166	85	86

Table 26
Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (developed country Parties)

<i>Region</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2012</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2013</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2012</i>	<i>Number of DLDD/related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2013</i>
Developed country Parties	94	105	71	81

Table 27
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (voluntary national target – percentage)

<i>Target (%)</i>	<i>Number of affected country Parties establishing the target</i>	<i>Number of affected country Parties achieving the target</i>
(0,30>	46	17
<30,50)	39	2
<50,70)	18	4
<70,100>	16	2
Total	119	25

Table 28
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (voluntary national target – year)

<i>Target (Year)</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>Total</i>
Number of affected country Parties establishing the target	30	9	7	12	4	58	120
Number of affected country Parties achieving the national target	20	2	0	1	0	2	25

Note: One country set just a target year, not the percentage.